

# Devant Bercy, une conférence de presse pour une autre politique industrielle

Par [Amandine Cailhol](#) — 17 janvier 2019 à 16:42



Philippe Poutou lors de la conférence de presse de syndicalistes devant le ministère de l'Economie, jeudi. Photo Albert Facelly pour Libération

**Les représentants de plusieurs entreprises menacées de fermeture sont venus manifester à Paris pour insister sur les enjeux de compétitivité et de maillage social liées à l'industrie française.**

- Devant Bercy, une conférence de presse pour une autre politique industrielle

Sous les fenêtres du ministère de l'Economie, à Paris, ils étaient une vingtaine de cégétistes regroupés pour une conférence de presse jeudi à l'appel de la CGT. Certains étaient venus de Blanquefort, en Gironde, comme Philippe Poutou et ses collègues de l'usine Ford. D'autres, employés du groupe Luxfer, arrivaient tout droit de Gerzat à côté de Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme). Ou encore de Langeac, en Haute-Loire, où est installée l'usine de matelas Copirel. Trois sites industriels menacés de fermeture. Des cas loin d'être isolés selon les organisateurs, « *le tissu et les capacités industrielles de notre pays ne cess[a]nt de diminuer* ». Avec à la clé « *des pertes d'emplois et des fermetures d'entreprises qui touchent tout le tissu économique et social dans nos territoires* ».

« On veut remettre au cœur du débat la question de l'industrie en France et ce d'autant plus au regard du climat social dans notre pays », explique Stéphane Flegeau de la CGT métallurgie et premier à prendre la parole. Au micro, le constat du cégétiste est amer. Selon lui, les gouvernements successifs ont beau faire de la question un axe « prioritaire », la stratégie industrielle de l'Etat reste « inexistante » et rien ne change. Poussées par les « logiques de la rentabilité financière », les entreprises mettent la clé sous la porte, laissant des territoires exsangues. « D'ailleurs, on le voit, c'est là où la désindustrialisation est la plus forte et où les services publics disparaissent que les gilets jaunes sont les plus présents », note le syndicaliste. Quelques minutes avant, ils avaient appris qu'ils pourraient, comme ils l'avaient demandé, être reçus dans la foulée par un représentant du ministère.

### « Fleuron national »

« En Haute-Loire, c'est très compliqué de retrouver un emploi », enchaîne un élu CGT de Copirel. Dans cette entreprise de literie, les employés ont appris le projet de fermeture en novembre. « Et elle est déjà prévue pour le 28 février, très bientôt », pointe le salarié venu mettre en avant ce conflit. Son syndicat réclame un allongement du calendrier du plan de sauvegarde de l'emploi (PSE), pour « se laisser une chance de trouver un repreneur ». Las, dit-il, « la direction n'avance pas » et pour l'heure, les salariés occupent le site.



Photo Albert Facelly pour Libération

A 100 kilomètres de là, les salariés de Luxfer rêvent aussi d'une reprise depuis qu'ils savent leur usine condamnée à la fermeture. D'ici une dizaine de jours, ils présenteront un projet. Le site de fabrication de bouteilles de gaz haute pression qui emploie 155 personnes et quelques intérimaires est « tout sauf déficitaire », souligne Sylvain Le Noc de la CGT du Puy-de-Dôme, un département déjà touché par la fermeture de l'usine Seita en 2017. Le site puydomois de Luxfer a un « vrai savoir-faire » avec des « salariés qui connaissent leurs outils de travail ».

Or, insiste Sylvain Lenoc, si ces compétences venaient à disparaître, cela pourrait pénaliser certains de ses clients comme le spécialiste français du gaz industriel Air Liquide. « *Cela aurait aussi un impact sur notre fleuron national* », pointe le cégétiste.

### « La politique industrielle est complètement floue »

« *Il faut une riposte commune. C'est important de faire le lien entre nos difficultés et de faire converger nos résistances pour changer le rapport de force* », entonne Philippe Poutou de l'usine Ford, où un projet de reprise a été refusé par le constructeur américain. Issue plus favorable, les salariés d'Ascoval, absents mais cités lors de la conférence de presse, ont en revanche appris en décembre que le projet de reprise de leur usine était validé.

Venus de Clermont-Ferrand, les représentants de l'entreprise ACC, spécialisée dans maintenance ferroviaire, sauvée en 2017 grâce à de nouveaux contrats signés avec la RATP, apportent aussi la preuve que des *happy ends* existent. Mais leur usine, disent-ils, reste sur la sellette car sa « *trésorerie est à sec* », explique Anthony Vedeau, élu CGT. Et de poursuivre : « *La politique industrielle dans notre pays est complètement floue. Il y a un problème de stratégie des donneurs d'ordre. Il n'y a plus de projection à long terme et les boîtes comme la nôtre en pâtissent.* » D'où l'urgence pour la CGT de « *changer de cap et redonner des perspectives* ».